

Pour une économie énergétique

Par Simon Laquerre

Chronique parue dans le journal La Frontière du 2 octobre 2009

Chaque année, les gens de l'Abitibi-Témiscamingue versent des dizaines de millions \$ à Hydro-Québec, dont seulement une fraction (< 15 %) revient sous forme d'investissements régionaux. Pour freiner cette fuite de capitaux, il faut miser sur l'efficacité énergétique et la mise à niveau des infrastructures et des équipements (meilleure isolation des maisons, électroménagers certifiés, systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation efficaces). L'efficacité énergétique est moins coûteuse et crée plus d'emplois que les autres filières énergétiques. On ne paye pas pour l'électricité qu'on ne consomme pas et le retour sur investissement est généralement élevé dans ce domaine.

Le gouvernement Charest a affirmé qu'il aura recours à des hausses de tarifs (incluant ceux d'Hydro-Québec) pour contrer les effets de la crise économique sur le budget de la province. Plutôt que d'engouffrer les nouvelles sommes ainsi obtenues dans la réduction de la dette, le gouvernement pourrait poser un geste visionnaire et réinvestir l'argent dans un programme d'efficacité énergétique qui aurait, pour une fois, les moyens de ses ambitions. Les retombées seraient multiples : amélioration du bilan environnemental, création d'emplois, sécurité énergétique, augmentation de la qualité de vie, etc.

Le Québec traîne de la patte quand on pense construction verte (par exemple, les bâtiments certifiés LEED, qui consomment moins d'eau et d'énergie, sont rares ici). Le Code du bâtiment du Québec date d'une autre époque (1984) et les niveaux de performance énergétique exigés sont nettement insuffisants. Profitons du mouvement en faveur de l'utilisation accrue du matériau bois pour faire du Québec un chef de file en matière de construction carboneutre et d'économie d'énergie.